HAL
open science

Les savanes d'Afrique centrale et les grands enjeux du développement

Ali Madi, Derla N. Bekayo, Guy Faure, Christian Floret, Jean-Pascal Pichot

To cite this version:

Ali Madi, Derla N. Bekayo, Guy Faure, Christian Floret, Jean-Pascal Pichot. Les savanes d'Afrique centrale et les grands enjeux du développement. Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis, 2003, Garoua, Cameroun. 8 p. hal-00143390

HAL Id: hal-00143390

https://hal.science/hal-00143390v1

Submitted on 25 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C. (éditeurs scientifiques), 2003. Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad - Cirad, Montpellier, France.

Synthèse générale du colloque

Les savanes d'Afrique centrale et les grands enjeux du développement

Rapporteurs généraux :

Ali MADI, Derla N. BEKAYO, Guy FAURE, Christian FLORET, Jean-Pascal PICHOT

Les contributions au colloque ont permis d'identifier les grands déterminants des évolutions des savanes d'Afrique centrale.

La croissance démographique entraîne des bouleversements dans les systèmes agraires. Les populations migrent pour atténuer les différences spatiales de densité de population liées à une histoire mouvementée. Quand les champs s'étendent, les paysans innovent et les paysages se transforment. Le foncier devient alors un enjeu majeur dans un contexte de difficile cohabitation entre des règles coutumières et des lois des états.

Si chacun admet que la pression sur les ressources renouvelables (terre, bois, pâturage…) s'accroît, favorisant l'émergence de conflits de plus en plus nombreux entre les acteurs, le discours sur la dégradation du milieu ou la perte de biodiversité mérite d'être nuancé, documenté. La présence d'une vieille agriculture dans les Monts Mandara doit inspirer l'humilité aux experts et chercheurs et montre la capacité des agricultures familiales à s'adapter pour faire face aux défis que posent les fortes densités de population. L'extension des parcs à Faidherbia dans l'Extrême-Nord Cameroun contribue à la construction des paysages et montre que les innovations paysannes peuvent diffuser rapidement quand on les encourage.

Mais comme l'ont montré les contributions du colloque, la gestion des ressources n'est pas seulement une question de diffusion de nouvelles techniques plus propices à la promotion d'une agriculture durable. Il s'agit d'abord, et avant tout, d'appuyer l'émergence de nouvelles modalités d'accès et d'usage des ressources, de favoriser la négociation entre acteurs pour réduire les conflits liés à ces ressources, de rechercher les innovations institutionnelles qui permettront d'élaborer et d'exécuter des plans locaux de développement.

Les villes moyennes de l'intérieur mais aussi les grandes citées localisées dans les espaces périphériques stimulent les échanges économiques entre la ville et la campagne même si l'éloignement à la côte et la faiblesse des infrastructures de transport ne les facilitent pas.

Le coton constitue toujours l'élément moteur de l'économie agricole en générant des revenus pour les paysans et en finançant de multiples services (pistes, formation…). Mais le vivrier marchand (maïs, sorgho repiqué, oignons,…) se développe rapidement bien qu'il ne bénéficie que rarement, voire pas, de

soutien de la part de l'état. De nombreux intervenants ont souligné la nécessité d'appuyer cette diversification mise en œuvre par les paysans et tiré par les marchés.

L'élevage est dynamique. Cependant, si les effectifs s'accroissent les systèmes se transforment, favorisent des modalités diversifiées d'intégration agriculture-élevage et pousse l'éleveur transhumant toujours plus loin dans les marges de cet espace des savanes. Pourtant ce modèle d'élevage continuera à jouer un rôle important pour encore de nombreuses années et implique qu'il soit pris en compte dans les politiques de développement.

Dans les situations de raréfaction de la terre, l'intensification s'impose pour nourrir des populations rurales plus nombreuses et des villes qui grandissent. Mais quelle intensification ? Celle à base d'intrants n'est possible que si le paysan cultive du coton grâce à une filière structurée. Celle à base de travail n'est incitative que si les prix des denrées agricoles sont attractifs. L'économie mondiale s'impose tous les jours un peu plus, offrant de nouvelles opportunités d'échanges mais soumettant également les agricultures des savanes à une compétition souvent inégale.

Les encadrements se transforment rapidement. L'état se désengage et ne peut plus assurer des services de base dans le domaine de la santé et de l'éducation. L'insécurité qui règne dans plusieurs zones n'est pas propice à l'initiative individuelle ou collective. La décentralisation tarde à se mettre en place et provoque un renforcement des pouvoirs des notables quand les conditions d'une démocratie locale ne sont pas établies et quand l'Etat ne peut demeurer le garant des lois. La nécessaire adaptation des règles d'accès et d'usage des ressources à un contexte en mutation est ainsi plus difficile.

Les évolutions futures des filières cotonnières, les privatisations possibles, génèrent des inquiétudes fortes sur le maintien de certains services à l'agriculture. Progressivement des organisations paysannes se mettent en place pour défendre l'intérêt des producteurs dans le cadre de négociations avec les autres acteurs, améliorer les conditions de stockage ou de commercialisation des produits, fournir des services à leurs membres.

Des formations, des appuis sont indispensables pour accompagner l'émergence de ces acteurs. Cependant les nouveaux arrangements institutionnels, nécessaires pour favoriser la coordination entre l'ensemble des acteurs, tardent à se mettre en place. La société, avec ses élites et ses institutions, s'interroge sur ces transformations souvent impulsées de l'extérieur et qui remettent en cause les rapports sociaux.

Evolution des recherches et acquis du Prasac

Face à ces enjeux, le Prasac a mis en œuvre des recherches pour le développement. Dans plusieurs domaines, il a impulsé des ruptures par rapport aux thématiques antérieures mais aussi pratiques des chercheurs.

L'observatoire du développement a permis de générer des connaissances sur les dynamiques spatiales à l'échelle des terroirs et de la région et sur les performances de quelques filières peu étudiées auparavant. Dans de nombreuses situations, les travaux ont été conduits en partenariat avec les acteurs pour mettre au point des méthodes d'aide à la décision, de gestion des exploitations ou des unités de transformation, de concertations au sein d'une filière. Ces démarches visent à produire de l'information utile pour les différents intervenants, à favoriser les échanges entre individus ou institutions, à provoquer des évolutions dans les manières de voir et de faire de chacun. Elles affichent une volonté de renforcer la capacité des acteurs à négocier avec leur environnement.

Ces pratiques tendent à rompre avec le paradigme qui reste encore dominant : la recherche met au point des techniques et les organismes de développement les diffusent. Ces évolutions sont rendues nécessaires par les changements institutionnels qui s'opèrent actuellement avec l'affaiblissement des fonctions de vulgarisation et l'émergence de nouveaux acteurs. Mais, il faut bien l'avouer, ce nouveau positionnement de la recherche reste à être consolidé.

Le Prasac représente également, en lui-même, une innovation institutionnelle intéressante. Il s'agit d'une expérience régionale qui permet de traiter de questions difficiles à aborder à un niveau national, comme les flux de bétail. Il a favorisé l'émergence d'une communauté scientifique entre plusieurs pays et ainsi diminué l'isolement que connaissent certaines équipes. On peut cependant souligner l'intérêt qu'il y

aurait à associer le Nigeria pour ses larges zones de savanes, ses marchés attractifs et ses nombreuses équipes de recherche.

Le Prasac a également initié une ouverture vers les universités qui méritent d'être renforcées afin de mobiliser les compétences en sciences sociales indispensables pour traiter du développement durable et comprendre les relations entre dynamiques sociales et dynamiques du milieu physique.

Autre point important. Le Prasac a fortement contribué à la formation des chercheurs et étudiants de la région. Une mention spéciale doit être faite pour la dizaine de thèses réalisées et qui souvent sont la source des principales avancées en matière de production de connaissances.

Conséquences pour la recherche

Les grands enjeux du développement appellent un certain nombre de commentaires qui s'adressent à la recherche.

➢ Dans le contexte actuel de désengagement des Etats d'un certain nombre d'interventions directes dans la vie économique, la recherche voit disparaître certains des relais sur lesquels elle comptait pour assurer le portage de ses propositions (semences de variétés améliorées, itinéraires techniques, gestion des espaces pastoraux, prophylaxie…).

La justification économique et sociale de la poursuite de certains programmes de recherche peut ainsi devenir incertaine si de nouveaux partenariats ne sont pas trouvés, par exemple avec des organisations professionnelles d'éleveurs, d'agriculteurs, de transformateurs ou avec des communautés rurales.

Ces nouveaux partenariats doivent cinduire les chercheurs à prendre mieux en compte les savoirs et les attentes de leurs interlocuteurs, sans perdre de vue cependant les exigences de leur métier de chercheur. L'engagement des chercheurs au côté des acteurs dans des processus d'innovation technique, économique et sociale ne doit pas exonérer les chercheurs de leur devoir de production scientifique.

L'analyse de la pertinence des demandes requiert l'élaboration de cadres conceptuels sur la nature et les voies de l'innovation, technique mais aussi organisationnelle, en fonction de la disponibilité des facteurs de production (terres et eaux, main d'œuvre, capital), de la proximité des marchés, des stratégies des acteurs.

De nouvelles méthodes de travail, un renouvellement des procédures de programmation sont nécessaires pour essayer de concilier la réponse à des demandes diverses et les moyens humains et financiers disponibles. Une gestion stratégique souple semble nécessaire pour gérer de multiples contrats avec les partenaires, clients, sans perdre de vue les perspectives à moyen terme.

La coopération entre plusieurs SNRA peut s'avérer indispensable si les recherches publiques nationales veulent rester dans la compétition.

➢ La prise en compte des paramètres environnementaux et sanitaires des activités agricoles, à plusieurs échelles, constitue pour la recherche agricole un défi à relever car elle nécessite l'intervention d'équipes pluridisciplinaires difficiles à constituer en son sein. L'ouverture des organismes de recherche agricole aux universités devient absolument indispensable pour les sciences sociales, les sciences de la santé, les sciences de la gestion, la géographie.

➢ 3, La liaison de la production avec la consommation urbaine au travers de réseaux de commerçants, transporteurs, transformateurs impose de plus en plus aux chercheurs de se préoccuper du devenir des produits après « récolte » et de l'interaction entre systèmes de production et « qualité » des produits. Stabilisation des produits, réduction des pertes au stockage sont des thèmes anciens qu'il ne faut pas perdre de vue, il faut maintenant mieux prendre en compte les premières transformations à la ferme, les qualités technologiques, sanitaires, organoleptiques correspondant aux attentes des nouveaux consommateurs urbains.

Là aussi des alliances fortes avec les universités sont nécessaires car les SNRA sont faiblement dotés en recherche agroalimentaire.

Comme dans d'autres domaines, ces recherches doivent être menées en partenariat avec des acteurs de ce secteur qui reste largement informel.

➢ De nouvelles attentes en matière de systèmes d'information, géographiques ou sur les filières, émergent de toutes parts : organisations professionnelles, opérateurs économiques privés, départements ministériels, collectivités décentralisées.

La recherche agricole, alliée à l'université peut participer à la réponse à ces attentes, son statut public, sa réputation d'objectivité et d'indépendance lui donne sans doute un avantage comparatif pour héberger des observatoires et des systèmes d'information dont la pertinence se construira dans la durée. Cependant la recherche ne peut être le seul partenaire. La collecte des informations, le traitement des données, le partage de l'information, l'élaboration des décisions nécessitent de réfléchir sur les contributions de chacun des acteurs à de tels observatoires.

Le financement de ces observatoires par les utilisateurs ne semble cependant pas envisageable à court terme et demande donc des interventions extérieures de bailleurs de fonds.

➢ Ces observatoires et systèmes d'information semblent particulièrement important dans un contexte de privatisation et rationalisation des filières cotonnières et de conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'accès aux ressources (biomasse, eaux). Les nécessaires négociations entre partenaires des filières ou entre usagers des espaces ruraux passent par le partage d'informations ayant du sens pour les uns et les autres.

La gestion de la qualité dans les bassins de collecte, la mise au point de plans d'occupation des sols entre zones pastorales et agricoles nécessitent en outre des modèles d'aide à la négociation qui sont encore peu répandus comme les Systèmes multi-agents.

Rapports des sessions

Thème 1 - Mutations en cours

Les mutations des savanes d'Afrique centrale sont réelles et semblent liées aux problèmes que rencontre la dynamique cotonnière, à la reconnaissance des savoir-faire paysans et au développement des centres urbains. On note en particulier :
– la diversification des cultures dans le système de production (vers les vivriers marchands, et le maraîchage) ;
– un dynamisme commercial régional surtout pour le secteur du bétail ;
– l'organisation de l'espace (front pionniers) ;
– l'évolution de la société : rôle de plus en plus important des femmes ;
– un grand développement des ligneux, fruitiers ou autres.

Il a été souligné que le marché des bovins était d'une grande complexité, qui mériterait des analyses plus approfondies.

Pour le coton, des projets d'achat de segments de la filière cotonnière par les paysans ont été envisagés dans le contexte de privatisation actuel, mais se heurtent à l'absence de moyens financiers et à un manque d'expérience des organisations paysannes. Des formations spécifiques pourraient aider à lever ces difficultés.

Cette structuration des organisations paysannes pourrait en outre aider à influencer les politiques publiques de façon à ce qu'elles soient plus favorables aux producteurs et au monde paysan, sans oublier les questions sociales (santé, scolarisation).

Enfin, on peut déplorer l'absence de statistiques en matière de production agricole, qui empêche la création de bases de données indispensables à la compréhension des processus en marche.

Quelques questions de recherche

- Mettre l'accent sur l'étude des conflits entre les acteurs du monde rural.
- Amélioration de la productivité des différents facteurs de production (terre, main-d'œuvre , capital).
- Mieux mobiliser les savoir-faire locaux, en termes de transformation des produits.

- Mieux comprendre les échanges régionaux
- Participer aux bases de données statistiques

Quelques questions pour le développement

- Une plus grande place pour les organisations paysannes qui se mettent en place.
- Des règlements et des ressources leur permettant de jouer pleinement leur rôle.
- Une prise en compte dans les politiques publiques.

Thème 2 - Gestion des ressources et des espaces

Les communications

Une quarantaine de communications concernaient cette session ; elles ont été classées dans trois sous-thèmes.

1er sous-thème - Des espaces en construction

Tous les auteurs insistent sur les contraintes socio-économiques et sur l'augmentation des surfaces cultivées au détriment des brousses et des ligneux. Si dans nombre de situations cela conduit à des conflits, certaines situations d'intégration agriculture-élevage ont aussi été présentées. Les grandes causes avancées sont l'insécurité foncière et la multiplicité et souvent la partialité des instances d'arbitrage. Des propositions d'action sur le foncier ont été faites.

2e sous-thème - Les ressources ligneuses et leur gestion.

Beaucoup de données existent sur les ressources forestières et sur les consommations urbaines de bois-énergie, elles commencent à déboucher sur des propositions de gestion des ressources. Mais les difficultés restent grandes pour transférer la gestion des ressources ligneuses aux populations elles-mêmes, en promouvant une approche participative reposant sur les savoirs locaux.

3e sous-thème - Gestion de la fertilité des terres

Différentes pratiques de la gestion de la fertilité ont été présentées. Les technologies proposées se heurtent à la faiblesse en moyens de transport et aux quantités de matériel végétal limité. La recherche doit donc développer des modèles plus adaptés aux différentes situations.

Propositions de recherche et de développement pour le futur

- *Propositions méthodologiques d'ordre général*

– un travail à plusieurs échelles, car les différents niveaux de décision ne travaillent pas aux mêmes échelles.
– des activités de recherche plus intégrées (agriculture, élevage, forêt) tenant compte des interactions (écologique, économique, sociale) entre activités.
– des recherches basées sur l'analyse des pratiques, des représentations et des savoir-faire locaux.
– une capitalisation régionale des acquis en utilisant l'outil Prasac pour les généraliser.

- *Règles d'accès aux ressources. Régulation et sécurisation foncière*

- la plantation et l'entretien des ligneux doivent déboucher sur un droit d'usage et les espaces concernés doivent être sécurisés.
– la gestion des espaces doit être raisonnée sur le long terme et prendre en compte tous les intervenants, y compris les transhumants.
– un observatoire régional du foncier rural doit être mis en place au plus vite.

- *Formation*

De nouvelles approches impliquent une formation des personnels concernés, pour qu'ils puissent changer d'attitude.

- *Aménagement des processus politiques et des institutions*

- responsabiliser les autorités locales et démocratiser les modalités de prise de décision.
- restituer les résultats aux décideurs politiques.

- *Importances des innovations institutionnelles*

– le succès des innovations technique en dépend.

- *Recherches techniques*

– suivi des transhumances, travail sur la gomme, suivi des peuplements ligneux, modélisation de l'utilisation des ressources et des rapports ressources, démographie doivent fournir des éléments techniques à la gestion des ressources.

Thème 3 - L'animal et l'élevage » et table ronde « politiques d'élevage »

Des systèmes diversifiés mais des convergences

Les élevages bovins sont sans doute les plus variés, allant des élevages nomades aux élevages intégrés aux exploitations agricoles. A côté du commerce des animaux sur pied qui fait l'objet d'échanges transfrontaliers importants, se développent d'autres produits animaux le lait et la viande en direction des populations urbaines. Ces produits posent des problèmes mal contrôlés de sûreté sanitaire.

Les convergences vers des formes d'association entre agriculture et élevage dans les zones de savanes soudaniennes, entre les populations traditionnellement d'éleveurs ou d'agriculteurs n'empêchent pas les conflits dans l'accès ou la maîtrise des ressources entre les sédentaires et les transhumants.

La sécurisation des droits des uns et des autres est sans doute un préalable au développement d'innovations telles que l'introduction de sole fourragère au sein des espaces agricoles ou de systèmes de gestion des aires pastorales. Cette sécurisation passe par la négociation entre usagers des espaces et des ressources sur des territoires identifiés à plusieurs échelles géographiques. L'émergence d'organisations professionnelles d'éleveurs est unanimement souhaitée et mérite des propositions innovantes pour les transhumants et nomades.

Les élevages de petits ruminants de volaille et de porcins jouent un grand rôle dans l'économie des ménages agricoles et urbains. La sécurisation sanitaire de ces élevages constitue une priorité pour la lutte contre la pauvreté. La recherche doit s'intéresser à la mise en œuvre des solutions existantes, par exemple pour la maladie de Newcastle…..

De nombreuses incertitudes sur les filières

Les effectifs sont très mal connus et les mouvements transfrontaliers entre Tchad, RCA, Cameroun, Nigeria posent quelques problèmes de suivi.

L'économie des divers types d'élevage fait l'objet de travaux trop fragmentaires, un renforcement des compétences de la recherche dans le champ des sciences économiques et sociales constitue une priorité.

Thème 4 - Passer du diagnostic à la prospective : outils et méthodes pour l'action, la prise de décision et l'appui à la décentralisation

La synthèse des communications a été présentée sous la forme de deux grilles déterminant l'une les niveaux d'organisation concernés et l'autre les utilisateurs potentiels (acteurs cibles) des outils et méthodes proposés.

Les outils et méthodes présentées sont notamment : le modèle Cotons-Simbad sur les dégâts d'insecte sur le coton, les indicateurs de fertilité des sols, les typologies d'exploitations, l'aide à la décision pour les équipements de traction animale, les SIG et l'Observatoire du développement.

Les débats ont principalement concerné l'adoption des outils par les utilisateurs et l'identification des types d'utilisateurs auxquels s'adressent ces outils : tous ne sont pas destinés aux producteurs eux-mêmes et les acteurs du développement semblent ne pas connaître suffisamment les outils proposés et l'intérêt qu'ils peuvent présenter, alors qu'ils sont souvent ciblés comme utilisateurs.

Les outils ou méthodes présentées ne sont pas tous au même stade d'élaboration, certains à l'état de prototype, d'autre finis. Pour les produits les plus avancés (Atlas, Observatoire du développement), se pose dans l'immédiat le problème d'actualisation des données et de diffusion des produits.

En ce qui concerne l'observatoire du développement, sa pérennité doit être assurée au plan national et au plan régional, par un plus grand ancrage institutionnel et par la formation. Cet observatoire est en effet à la fois un outil de suivi et d'information qui permet d'aider les acteurs à réfléchir sur leurs pratiques et donc à les faire évoluer.

Ce thème a marqué un décalage assez net entre outils des chercheurs et outils attendus par le développement. Il conviendra donc de mieux analyser les besoins, de mieux cibler les produits, et de former les personnes ciblées à l'utilisation de ces outils.

Thème 5 - Innovations techniques

Pour assurer la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines des zones de savane, plusieurs possibilités existent qui ont été évoquées dans les communications et les débats.

La mise en culture de terres nouvelles (bas fonds, plaines inondables) au travers de systèmes rizicoles, maraîchers ou de sorghos de décrue en fait partie. Des dynamiques paysannes fortes se développent dans ce sens. La recherche pour le moment n'y attache qu'un intérêt marginal.

L'amélioration de la productivité du travail au travers de la mécanisation ou de l'emploi des herbicides permet aussi, quand c'est possible, d'étendre les surfaces cultivées par unité de production et de réduire la pénibilité du travail agricole.

Quand le facteur terre est limitant diverses formes d'intensification (plus de travail, plus d'intrants, variétés et espèces plus performantes) constituent la voie obligée. Cette voie qui est celle où la recherche a le plus de résultats se heurte dans le contexte actuel à de multiples difficultés : accès au crédit, sécurité foncière, approvisionnement en intrants (semences engrais pesticides), accès aux marchés à des conditions rémunératrices. Ces difficultés posent problème pour l'adoption des propositions techniques par les acteurs de la production.

Les propositions d'alternatives techniques proposées par la recherche ne sont d'ailleurs pas toujours clairement ciblées par rapport à des publics-cibles prioritaires, ce qui semble peu raisonnable compte tenu des moyens humains disponibles.

La prise en compte par les chercheurs des conditions englobantes des processus de l'innovation est une priorité.

Dans une perspective de relation aux marchés urbains, les recherches sur les systèmes techniques de production doivent intégrer complètement les questions relatives à la qualité sous leurs diverses formes (technologique, organoleptique, sanitaire, etc.).

Thème 6 - L'appui aux acteurs

Les acteurs du développement deviennent de plus en plus nombreux et diversifiés et l'appui que la recherche peut apporter doit s'entendre comme une forme de partenariat.

- *Quelques perspectives pour la recherche*

Accompagnement des filières vivrières marchandes (céréales, oignon, etc.).
Développement de programmes de recherche pour les cultures qui se développent : oignon, niébé, muskuwaari.
Utilisation de l'expérience « conseil aux exploitations familiales » pour faire évoluer le système traditionnel de vulgarisation.

- *Quelques chantiers pour le développement et les acteurs*

Prendre en compte les besoins semenciers.
Participer aux observatoires qui se mettent en place pour participer à l'élaboration de l'information et y accéder.
Identifier les besoins d'appuis très variés des diverses formes d'organisation des acteurs.

Perspectives pour une recherche en appui aux acteurs

Le colloque a été l'occasion de communiquer et d'échanger des expériences entre les différents pays des zones de savanes. Des contributions et des débats ont émergé des éléments pour orienter une recherche en appui aux acteurs de la région.

➢ *Premièrement*, il est apparu que les méthodes et pratiques des chercheurs doivent évoluer si la recherche souhaite rester en phase avec les évolutions actuelles de la société. Elle doit diversifier ses partenariats et apprendre à nouer des alliances fortes avec les acteurs qui émergent (organisations paysannes, communes rurales, ONG…). Elle doit fournir des informations qui ont du sens pour chacun d'entre eux. Ce point a été largement évoqué en début de cette restitution, mais il faut bien l'avouer reste encore objet de débat au sein même des institutions de recherche et des services de l'état.

➢ *Deuxièmement*, plusieurs thématiques sont apparues comme centrales dans les débats. La recherche est ainsi interpellée.

Ainsi, la nécessité de refonder et d'actualiser les diagnostics pour fournir des informations utiles aux acteurs a été discutée (décideurs politiques, services techniques, organisations de producteurs, collectivités locales). Un travail collectif devrait être entrepris pour définir et promouvoir des observatoires que certains appellent du « développement durable ». Il s'agit de mieux caractériser les dynamiques en cours mais aussi d'identifier les besoins en informations utiles aux acteurs et de fournir à chacun d'entre eux des informations qui ont du sens. La recherche peut être utile dans cette démarche pour fournir des appuis méthodologiques, des informations, des analyses. Mais elle n'est pas la seule concernée. D'autres acteurs produisent de l'information. Le partage de cette information peut-être organisé au sein de cadres de concertation. Des institutions spécialisées peuvent la traduire en plan de développement ou d'actions.

L'appui aux filières, notamment de diversification, et aux organisations professionnelles qui émergent représente un enjeu fort. Plusieurs séances de discussions l'ont bien souligné. Il s'agit d'appuyer les producteurs et les unités artisanales de transformation pour une meilleure maîtrise de leurs systèmes de production. Mais au-delà de la fourniture d'innovations techniques issues de l'extérieur, il s'agit plus de favoriser la valorisation des savoirs locaux et d'accompagner les dynamiques en cours. Il s'agit également de travailler avec les organisations de producteurs, quand elles existent, pour définir avec elles les contributions possibles de la recherche en matière de formation, information, élaboration de méthodes et diffusion de technologies. Au-delà, se posent les questions de l'émergence de nouveaux services, dont celui du conseil à l'exploitation, qui puissent être maîtrisés par les producteurs et leurs organisations.

La gestion des ressources agro-sylvo-pastorales, à l'échelle des territoires, a été identifiée comme une problématique centrale. La compréhension des interactions entre les dynamiques sociales et de celles des milieux naturels nécessitent d'approfondir les recherches qui ont été initiées dans le cadre du Prasac mais aussi ailleurs (DPGT, CEDC…). Mais elle nécessite de changer d'échelle pour aborder les questions à l'échelle de territoires qui ont du sens pour les acteurs (communes rurales, autorités administratives, autorités coutumières). Elle nécessite d'ouvrir des chantiers sur des questions liées au foncier, à la résolution des conflits. Pour traiter ces questions qui impliquent des contributions des sciences sociales, la création d'un partenariat plus fort avec les universités semble s'imposer.

Enfin, il est nécessaire d'aborder la question du renforcement des capacités des institutions de recherche. Les états n'arrivent pas à subvenir aux besoins de ces institutions. Et pourtant, il est nécessaire d'identifier des ressources pour conduire ces travaux dont le périmètre dépasse ces seules institutions de recherche. Mais au-delà du financement, il apparaît nécessaire de renforcer les capacités humaines par la formation, par la création de partenariats avec les universités et opérateurs du développement. Enfin, il n'est pas pensable d'imaginer que les institutions nationales puissent réunir seules les compétences nécessaires. Le renforcement des synergies entre pays reste toujours d'actualité et milite toujours pour la promotion des échanges régionaux et la coordination des activités entre pays.